

Directeurs Généraux OPH

LA FEDERATION NATIONALE

LETTRE D'INFORMATION DES DIRECTEURS – N°500 en date du 6 Juin 2020

Symboliquement pour le Normand que je suis la date du 6 Juin 1944 parle très fort avec le Débarquement. Alors **votre LETTRE et son numéro 500 daté du 6 Juin 2020 l'est aussi car nous avons réussi la performance de tenir plus de 15 ans puisque le premier numéro est sorti le 29.11.2004.** Toujours le même rédacteur, soutenu dans cette démarche de Communication par les **Présidents Nationaux successifs Jean Pierre CANE – Jacques MAYOUX (+) – Bernard MARETTE – Bernard DOMART – Patrick BAUDET et Christophe BOUSCAUD,** et je n'oublie pas jusqu'à pratiquement son décès par **Pierre LHUILLIER** l'un des Fondateurs de notre Fédération. La formule qui semble correspondre à une attente n'a pas beaucoup évolué dans son contenu depuis l'origine : vous fournir des indications sur les textes, articles, actions qui vous permettent d'aller plus loin si vous le souhaitez. Modestement il s'agit de vous inciter à **Savoir- Comprendre – Agir.** Et comme en France tout se termine souvent par une chanson : » On s'était dit RV dans 10 ans »
Jean Claude METAYER

SPECIAL CORONAVIRUS N°12

Douzième semaine avec l'épidémie et fin du confinement général avec un retour progressif depuis le 11 Mai, et de nouvelles dispositions à partir du 2 Juin. Déconfinement phase 2 avec crèches, Ehpad, piscines...RELANCE et notamment mesures pour les Collectivités. Activation du programme CŒUR DE VILLE. Beaucoup d'échos sur l'inquiétante montée des loyers impayés et des craintes des Français sur ce sujet, des mesures d'urgence à prendre pour les personnes sans abri et mal logées.

1 – NOUVEAUX TEXTES

Décret n°2020-669 du 2 Juin revalorisant **l'allocation de solidarité spécifique, l'allocation temporaire d'attente et l'allocation équivalent retraite.**

Revalorisation au 1.7. avec l'évolution de la **moyenne annuelle des prix à la consommation.**

Décret n°2020-662 du 28 Mai 2020 modifiant la composition de **l'Observatoire National de la politique de la ville.**

Elargissant de la composition de cette instance.

Décret n°2020-689 du 4 Juin 2020 fixant les conditions et **les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des Collectivités locales et leurs établissements publics.**

Déplacements temporaires, avec **dérogation au mode de remboursement forfaitaire** (frais réels).

Rapport au Président de la République (JO du 30 Mai) relatif à l'Ordonnance 2020-595 modifiant l'ordonnance 2020-304 et portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire et aux **contrats de syndic de copropriété.**

Rectificatif.

Signalons qu'une partie de la réforme du droit de la copropriété engagée avec l'ordonnance 2019-1101 du 30 Octobre 2019 **est actuellement suspendue à la publication d'un Décret** (notamment vote par correspondance en assemblée générale, prise de décision hors AG dans les petites copropriétés, décisions pouvant être prises par le conseil syndical...).

Arrêté du 6 Mai 2020 (JO 3 Juin) portant agrément de **la société de coordination uniTER** (citation dans la lettre 498 du regroupement des Organismes HLM : **Atlantique Habitations, Habitat 44 et Silène, 1 ESH et 2 OPH de Loire-Atlantique.** Le nom a été choisi pour faire

Directeurs Généraux OPH

LA FEDERATION NATIONALE

référence à la synergie entre les 3 organismes, à son attachement au territoire et à son nombre de 3.

Arrêté du 27 Mai 2020 (JO 4.6.) relatif au **classement des communes par zones géographiques**.

Au 1^{er} Juillet modification pour une Commune du zonage qui sert à déterminer le calcul des aides au logement et les plafonds de loyer.

Instruction du 15 Mai 2020 (non parue au JO) sur les **modalités d'intervention de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires**.

Stratégie d'intervention de l'Agence 5 mois après son lancement, rôle du délégué territorial, du comité régional des financeurs et du comité local de cohésion territoriale, modalités de saisine de l'Agence avec instruction des dossiers et mission de veille et d'alerte.

2 – L'ACTUALITE IMMEDIATE

Adoption le 3 Juin par l'Assemblée Nationale dans sa version élaborée en Commission Mixte Paritaire du projet de loi portant diverses dispositions urgentes pour faire face aux conséquences de l'épidémie de COVID 19.

Ce texte comporte notamment un dispositif d'indemnisation du chômage partiel par secteur d'activités ou par catégories de salariés.

Il comportait initialement une disposition sur la **centralisation des trésoreries**. En final après réécriture du texte suppression du dépôt sur le compte du Trésor des disponibilités des personnes morales soumises aux règles de la comptabilité Publique et d'organismes publics ou privés chargés d'une mission de service public.

La proposition de loi visant à **garantir l'efficacité des Aides Personnelles au Logement** a été adoptée contre l'avis du Gouvernement, au Sénat en séance publique le 4 Juin.

Il s'agit de la suppression du 1^{er} mois de carence pour le versement des APL à la

première demande. La revalorisation de l'APL avec l'indice de référence des loyers (I.R.L.) à elle été renvoyée à la prochaine loi de Finances.

3 – C'EST DANS L'AIR

Dans une note à paraître après les élections, la D.H.U.P. à confirmer à la FOPH sa position sur **les modalités de renouvellement des conseils d'administration des OPH à l'issue des élections municipales**.

Au sujet de la **représentation des représentants du personnel**, alors que le représentant du C.S.E. siège avec voix consultative, il appartient à la Collectivité locale de rattachement de s'adresser aux organisations syndicales les plus représentatives dans le Département afin qu'elles désignent leurs représentants.

4 – LU POUR VOUS

Après le COVID repenser l'habitat. **L'épreuve du confinement a exacerbé les qualités et les défauts des logements** (Le Figaro 4.6.).

La crise sanitaire a pour effet de remettre en cause nos pratiques et **notamment la formation ouverte à distance** (ID Formation 3.6.).

Impacts de la crise sanitaire sur le budget des familles : **agir maintenant pour prévenir le surendettement** (UNAF 27.5.).

La politique du logement au secours de la reprise : durée de la crise, évolution des prix, les transactions et le crédit. Le nouveau monde ? (Terra Nova 26.5.).

La crise du coronavirus doit nous réapprendre à **remettre l'homme au cœur de l'urbanisme et de l'architecture** (Cité de l'architecture et du patrimoine 2.6.).

Le virage social de la réglementation européenne ; l'exemple du droit au logement (Fondation Abbé Pierre 2.6.).